

**Décision n° 2016-0952**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 12 juillet 2016**  
**abrogeant des autorisations d'utilisation de fréquences assignées**  
**délivrées à diverses entités**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2016-0519 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 avril 2016 modifiant la décision n° 2015-0160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 5 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision ;

**Décide :**

**Article 1.** Les autorisations d'utilisation de fréquences délivrées à diverses entités pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile sont abrogées, dans les conditions précisées en annexe à la présente décision. Les fréquences attribuées par ces autorisations sont restituées.

**Article 2.** Le directeur Mobile et Innovation de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 12 juillet 2016,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation

**Annexe à la décision n° 2016-0952**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 12 juillet 2016**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Restitution de fréquences

Dossier	Titulaire	Utilisation	Fréq
198801011	VEOLIA EAU CIE GEN DES EAUX	54 TOUL	1 UHF
199203762	GIE TAXIS RADIO DE BOURGES	18 BOURGES	2 VHF
200500098	GROUPE PROGARD FRANCE PROTECTION	83 TOULON	1 UHF
200501897	ADYAL PROPERTY MANAGEMENT	92 CLICHY	1 UHF
200700152	VALORGA INTERNATIONAL	34 MONTPELLIER	1 UHF
200801497	SCORI	76 LILLEBONNE	1 UHF
201001479	SOC BEARNAISE DE GESTION INDUST	64 ANGLET	1 UHF
201200200	PROGARD FRANCE NORD EST	51 REIMS	2 UHF
201300048	BENVENISTE LAURENT	75 PARIS	1 UHF
201500145	EIFFAGE CONSTRUCTION TERTIAIRE	78 VELIZY VILLACOUBLAY	6 UHF
201500598	EIFFAGE TP	75 PARIS	9 VHF
201600234	LAJEDO BATIMENT	95 ARGENTEUIL	1 UHF